



PÉNURIE D'ÉLECTRICITÉ : URGENCE D'APPROVISIONNEMENT OU URGENCE CLIMATIQUE ?

AGEFI - 19.08.2022

LA PRISE DE CONSCIENCE EST DÉJÀ PRÉSENTE, EN CHACUN DE NOUS, MAIS IL EST DIFFICILE D'ÉCONOMISER DE MANIÈRE SUBSTANTIELLE.

Plus l'été avance, plus la certitude s'installe, nous n'échapperons pas à une pénurie d'électricité, dans quelques mois. Après les échanges nourris pour désigner le responsable de la situation, entre le Conseil fédéral, le Parlement, les entreprises électriques, Vladimir Poutine, la France et ses centrales nucléaires à l'arrêt ou notre précipitation à vouloir oublier le nucléaire et les hydrocarbures, il est temps de se poser la question : comment allons-nous pallier ce manque d'électricité cet hiver, ainsi que les deux ou trois prochains ?

Car si nous nous dirigeons vers une augmentation drastique des surfaces de panneaux photovoltaïques, un rehaussement de nos barrages, voire l'édification de nouveaux ouvrages du genre, la réalisation utopique d'un réel parc éolien suisse et la construction – pourquoi pas – de centrales nucléaires de nouvelle génération, toutes ces mesures plutôt favorables pour notre climat en matière d'émissions de CO2 ne seront pas efficaces avant plusieurs années.

La Confédération table sur des économies, volontaires ou forcées, d'abord dirigées vers les grandes entreprises. Une campagne de communication est aussi prévue cet automne pour sensibiliser la population. Sans être pessimiste, les résultats seront forcément décevants. La prise de conscience est déjà présente, en chacun de nous, mais il est difficile d'économiser de manière substantielle. Baisser de quelques degrés le chauffage ou intensifier le covoiturage nous permettra certes de lutter contre le gaspillage d'énergie mais, pour 90% d'entre nous, pas de l'électricité.

Notre consommation va continuer d'augmenter puisque notre population croît et que nous électrifions tout, y compris nos transports. Pour être cohérents, nous devons trouver comment produire du courant en attendant d'être capables de réaliser notre transition énergétique.

Et cela urge car des coupures d'électricité ou, pire, un blackout, auraient des conséquences financières désastreuses pour notre économie et de nombreux emplois seraient en péril. Osons l'écrire : les enjeux sont suffisamment importants pour que nous agissions aujourd'hui afin d'assurer notre approvisionnement, quitte à repousser quelque peu notre neutralité climatique. En début d'année, le Conseil fédéral imaginait construire rapidement des centrales à gaz provisoires afin de produire la précieuse électricité. Mais avec la fermeture du robinet russe, il faudra trouver d'autres sources.

Retenons tout de même l'activation de centrales de production d'électricité, non pas au gaz comme initialement imaginé, mais au mazout, puisque celui-ci ne manque pour l'instant pas. Certes, cette piste de secours rejeterait beaucoup de CO2 et constituerait une ineptie écologique, mais cela ne serait que plus incitatif pour réellement développer sans attendre des solutions photovoltaïques et hydrauliques, les sources renouvelables que nous maîtrisons le mieux aujourd'hui.